



*OBJET*

**AUTORISATION  
D'OCCUPATION DU  
DOMAINE PUBLIC**  
«VENTE HUITRES ET  
COQUILLAGES- LES  
FRUITS DE LA MAREE»

Le Maire de la Ville de TRIGNAC,

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2, et L 2213-6,

VU le Code de la Voirie routière et notamment les articles L 113-2, L116-2 et R116-2,

VU le Code de la route, notamment l'article R 610-5,

VU la demande en date du 30 janvier 2026, par laquelle [REDACTED] exerçant une activité de vente ambulante au détail d'huitres et de coquillages, immatriculée au registre du commerce à [REDACTED] sous le numéro SIRET 419570015 en date du 17/05/2017, domicilié [REDACTED] sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public, afin d'y installer un étalage pour y vendre des produits de la mer,

Considérant qu'il convient de fixer les conditions générales des occupations privatives du domaine public, sans emprise, de façon à préserver les espaces publics ainsi que les règles de sécurité publique et de circulation,

Considérant qu'il s'agit d'une installation temporaire et révoicable,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :** [REDACTED] est autorisé, à installer un véhicule d'une longueur de 4,50 et d'une largeur de 2 m sur la commune de Trignac :

- Les samedis matins de 08 h à 14 h sur la place du marché.

**ARTICLE 2ème :** Pour des raisons de sécurité et pour la libre circulation des piétons, en particulier des personnes à mobilité réduite, un passage libre d'1m40 doit être conservé autour de l'étalage. Une attention particulière doit être portée à toutes sortes de nuisances (les bruits et les déchets).

**ARTICLE 3ème :** La présente autorisation d'occupation du domaine public est valable du 01 janvier 2026 au 31 décembre 2026 inclus.

**ARTICLE 4ème :** Monsieur le Directeur Général des services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Montoir de Bretagne, le service de la Police Municipale sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TRIGNAC, le 02 mars 2026  
Le Maire,  
Claude AUFORT



Le Maire,

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette BP 24111 44041 NANTES Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).